

Granby, le 23 septembre 2014

Lettre ouverte, pour diffusion immédiate

Une intervention d'urgence demandée dans le dossier du financement fédéral en itinérance

Madame Lucie Charlebois,
Ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection,

Le Comité Itinérance de la Haute-Yamaska, un groupe de douze organisations rattaché au Groupe actions solutions pauvreté (GASP), joint sa voix à celle du Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) afin de demander la mise en place rapide d'un plan d'action interministériel en itinérance, ainsi qu'une intervention d'urgence sur le dossier du financement fédéral en itinérance.

Les intervenants à travers la province ont salué l'adoption, en février dernier, de la Politique nationale de lutte à l'itinérance en ce qu'elle pose des balises claires pour l'action en matière de prévention et de lutte à l'itinérance. Il est primordial qu'un plan d'action solide soit adopté dans les plus brefs délais, se déployant dans chacun des axes prioritaires : **la santé, l'éducation, le revenu, le logement et la lutte à la judiciarisation ainsi que le droit de cité**. L'action pour prévenir et contrer l'itinérance doit se faire avec une vision globale et une diversité de réponses.

C'est avec la préoccupation pour une action globale et diversifiée que nous avons pris connaissance des balises du volet II de l'année de transition de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI), ne finançant que des projets de stabilité résidentielle avec accompagnement (SRA) et marquant un recul grave face aux acquis passés. Ce volet, ciblant des « projets novateurs », ne finance plus l'intervention en prévention et abandonne l'investissement en immobilisations diverses, investissements essentiels ayant permis la réalisation de nombreux projets dont des refuges d'urgence, des appartements de transition, des logements sociaux avec soutien communautaire, etc.

Le gouvernement québécois peut-il s'assurer qu'au 1^{er} avril 2015, la volonté du gouvernement fédéral de privilégier la SRA ne viendra pas mettre en péril des actions et projets essentiels pour les personnes à risque et en situation d'itinérance? Votre gouvernement peut-il garantir que le financement fédéral en itinérance maintiendra son approche généraliste et communautaire?

La Politique nationale de lutte à l'itinérance devra s'incarner sous peu dans un plan d'action interministériel large et ambitieux. La SPLI permettait jusqu'à tout récemment de soutenir une diversité de pratiques et d'approches en itinérance, et l'appel pour la SPLI 2015-2019 devra être lancé dans les plus brefs délais. Il est primordial que ces deux dossiers soient réglés rapidement avant la fin de l'automne, bien avant que les grands froids ne se manifestent.

Les ressources en itinérance de la Haute-Yamaska n'arrivent plus à répondre aux besoins croissants. Par exemple, la Halte-Crise d'Entr'elles a noté une croissance de 16% des demandes entre 2011 et 2012, l'Auberge sous mon toit, comptait une augmentation de 60% de refus entre 2011 et 2012 et SOS Dépannage une hausse de 39% d'achalandage pour l'aide alimentaire entre 2012 et 2013. Nous espérons que le déploiement du futur plan d'action puisse être bonifié afin de répondre aux besoins suivants qualifiés d'hautelement prioritaires en Haute-Yamaska : 1) Consolidation des services existants grâce à du financement récurrent; 2) Accueil de nuit ou Service d'urgence; 3) Service alimentaire; 4) Logement social et logement social supervisé; 5) Suivi communautaire (ex : travail de rue, accompagnement adapté, etc.).

En espérant une action de votre part dans ces deux dossiers,

Le Comité itinérance Haute-Yamaska rattaché au GASP

Liste des membres du Comité itinérance Haute-Yamaska :

Auberge Sous mon Toit
Bureau du député fédéral de Shefford
CSSS Haute-Yamaska
Entr'elles
GASP
Justice alternative et médiation
L'Autre Versant
Maison Arc-en-Ciel
Travail de rue de Waterloo (rattaché à la Maison des jeunes l'Exit)
Travail de rue de Granby (rattaché à la Maison des jeunes La Barak)
MHPD Le Passant
Partage Notre-Dame
Transition pour elles

Force que la SPLI doit demeurer généraliste ert communautaire